

C'est ballot, le Yéti avait "oublié" de déclarer 300 000€...

écrit par François des Groux | 8 juillet 2021



Cette convocation arrive après la perquisition qui a eu lieu jeudi place Vendôme dans le cadre d'une enquête ouverte sur des soupçons de prise illégale d'intérêt concernant le garde des Sceaux Eric Dupond-Moretti. REUTERS/Gonzalo Fuentes



Cette convocation arrive après la perquisition qui a eu lieu jeudi place Vendôme dans le cadre d'une enquête ouverte sur des soupçons de prise illégale d'intérêt concernant le garde des Sceaux Eric Dupont Moretti. REUTERS/Gonzalo Fuentes

Oups, comme c'est ballot : notre ministre de la Justice dit le Yéti avait "oublié" – pardon "omis" – de déclarer 300 000€ de revenus en 2019.

En fait, ce n'est pas la faute de l'abominable homme de loi Eric Dupont-Moretti mais celle de son comptable.

En même temps, il faut le comprendre : on se perd complètement dans le patrimoine de celui qui nous menaçait récemment de « *crime d'écocide* » tout en roulant en Bentley...

<https://resistancerepublicaine.com/2020/11/25/dupont-moretti-celui-qui-nous-menace-de-crime-decocide-roule-en-bentley/>

Gauche caviar

Rolex, Bentley, bateau... le luxueux patrimoine d'Eric Dupond-Moretti rendu public !

- salaire net 70.000 euros par mois
- maison de 300 mètres carrés à Nice, acquise pour 1,55 million d'euros
- un appartement de 200m2 à Paris qui vaut 2,8 millions d'euros.

...également la moitié des parts d'un appartement de 107 m2 à Paris, un logement en Corse, ainsi que 50% d'un pied-à-terre en Italie.

Enfin, il est propriétaire d'une maison dans les Hauts-de-France, d'une Bentley, une moto Harley-Davidson, un bateau...une montre Rolex Daytona, estimée à 13.000 euros, et un modèle de la manufacture suisse F.P. Journe, d'une valeur de 25.000 euros.

Par ailleurs des avoirs bancaires, 470.000 euros...



Le ministre Éric Dupond-Moretti a omis de déclarer 300.000 euros de revenus en 2019



Le garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti. Jean-Christophe Marmara / Le Figaro

Jours délicats pour Éric Dupond-Moretti. Déjà affaibli par des [soupçons de prise illégale d'intérêts](#) – il est convoqué le 16 juillet par la Cour de justice de la République (CJR) en vue d'une éventuelle mise en examen -, le ministre de la Justice se retrouve fragilisé par des informations de [Mediapart](#) et de [L'Opinion](#) .

Le garde des Sceaux a omis de déclarer 300.000 euros de revenus en 2019, selon des révélations des deux médias confirmées par l'entourage du ministre, qui évoque une «*erreur*» de son ancien comptable, rectifiée depuis.

Ce montant est tiré de droits d'auteur et lié au [spectacle À la barre que l'ancien avocat jouait alors au théâtre](#). Il aurait dû générer 180.000 euros d'impôts, a indiqué son entourage. «*Ces 300.000 euros avaient été déposés sur son compte, déclarés à l'Urssaf, assujettis à la TVA. Ils ont uniquement été omis dans la déclaration des revenus 2018-2019*», a-t-on défendu de même source.

«Droit à l'erreur»

Au début du processus de vérification, «*personne n'avait rien vu, ni à la HATVP ni à Bercy*», insiste l'entourage du ministre. Le nouveau comptable se serait rendu compte de l'erreur en mai. «*D'initiative, Éric Dupond-Moretti a demandé de signaler l'erreur*», explique-t-on. «*La rectification fiscale a eu lieu, la situation fiscale du ministre est totalement réglée et sa bonne foi a été démontrée*», «*le ministre a bénéficié du droit à l'erreur*»...

<https://www.lefigaro.fr/politique/le-ministre-eric-dupond-moretti-a-omis-de-declarer-300-000-euros-de-revenus-en-2019-20210707>

En fait, on se demande bien pourquoi le média islamo-gauchiste Mediapart (généralement très bien renseigné quand il s'agit de justice) s'attaque à l'islamo-gauchiste "ministre des prisonniers"...

Peut-être parce que [certains magistrats](#) veulent la peau de celui qui a nommé une avocate à la tête de l'École nationale de magistrature (sacrilège !) et, surtout, en septembre 2020, avoir osé ouvrir [l'ouverture d'une enquête administrative](#) contre certains intouchables du parquet national financier.

Une enquête liée à [l'affaire des "écoutes"](#) et à Sarkozy où des juges du PNF, pour rechercher une "taupe" au ministère de la Justice avaient épluché pendant 6 ans les factures téléphoniques détaillées d'avocats dont... celles d'Eric Dupont-Moretti.



AFP

Le Parquet National Financier: de gauche à droite, la magistrate Ariane Amson (aujourd'hui conseillère justice de François Hollande), la procureur Eliane Houlette, les vice-procureurs Monica d'Onofrio et Patrice Amar, et la procureur Lovisa-Ulrika Delaunay-Weiss, le 3 mars 2014.

Sont visés par l'enquête administrative, les "intouchables" de la République Eliane Houlette (retraîtée), Patrice Amar et Lovisa-Ulrika Delaunay-Weiss

Bref, un mic-mac et des règlements de comptes entre gauchistes "Mur des cons" mais où "l'erreur de casting" (dixit Zemmour) risque une mise en examen pour "prise illégale d'intérêts" après [sa convocation, le 16 juillet](#), devant la Cour de justice de la République.

Ce qui ferait mauvais genre pour un ministre de la Justice et amène le patron du PS Olivier Faure à se demander si "une mise en examen d'Éric Dupond-Moretti l'empêcherait-elle d'être le garant du bon fonctionnement de la justice ?" ([Le Figaro](#))

Une question qui doit bien faire rigoler les simples justiciables qui, eux, n'ont pas de "droit à l'erreur" ou les Identitaires/patriotes aux prises avec cette même "justice", si lente, kafkaïenne et orientée idéologiquement.



***“Le sentiment
d’insécurité,
c’est de l’ordre
du fantasme.”***

Eric Dupond-Moretti le 02/09/20